

Japon

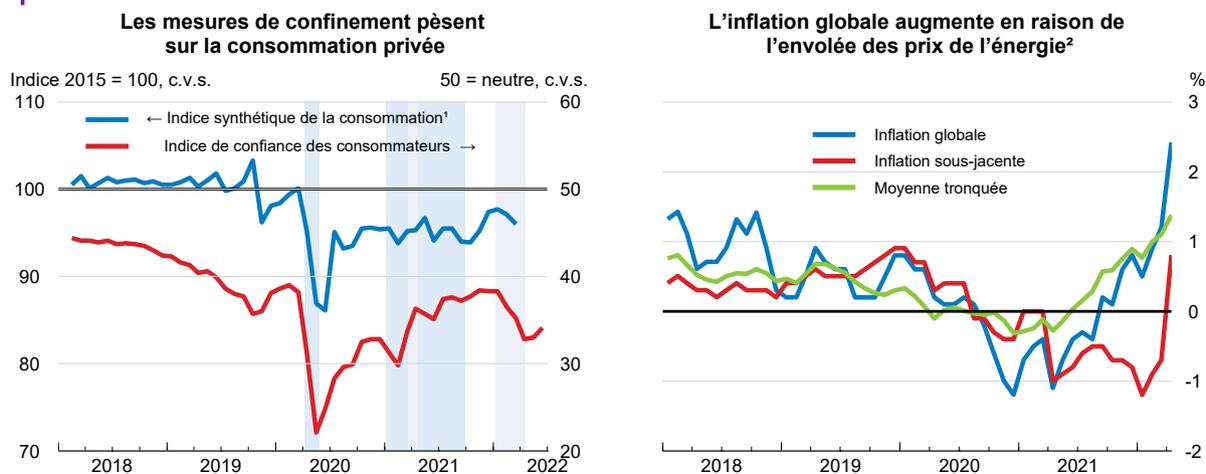
Les mesures de confinement, la faiblesse de la demande extérieure et l'envolée des prix de l'énergie, des matériaux et des matières premières dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont pesé sur la demande intérieure en début d'année. Dans ces conditions, la demande non satisfaite a augmenté, amplifiée en outre par d'importantes mesures de soutien. En conséquence, l'activité économique montera en régime après un début d'année atone et la croissance du PIB devrait atteindre 1.7 % en 2022, et 1.8 % en 2023.

Face à la vague Omicron et à l'envolée des prix de l'énergie, le gouvernement japonais a apporté son soutien aux ménages vulnérables et aux entreprises affectées. Il a également pris des mesures pour remédier aux goulets d'étranglement au niveau de l'offre, notamment en soutenant l'investissement dans la production de semi-conducteurs. Des réformes structurelles restent nécessaires pour assurer une croissance durable et résiliente. La politique monétaire restera accommodante jusqu'à ce que le taux d'inflation ait atteint durablement l'objectif visé.

Le choc provoqué par le variant Omicron et les contraintes affectant l'offre ralentissent la reprise

Alors qu'au Japon le nombre d'infections est resté comparativement très bas jusqu'à fin 2021, l'arrivée du variant Omicron a provoqué une envolée du nombre de cas. Le gouvernement japonais a appliqué des mesures de type état d'urgence (et des « mesures préventives prioritaires ») au premier trimestre de 2022 dans la plupart des préfectures. Ces mesures ont restreint l'activité des restaurants et des bars ainsi que

Japon 1



1. L'indice synthétique de la consommation est calculé par le Bureau du Cabinet (CAO, *Cabinet Office*) pour montrer l'évolution mensuelle de la consommation privée dans l'ensemble de l'économie, à partir de statistiques portant à la fois sur la demande et sur l'offre. L'indice de confiance des consommateurs est la moyenne de quatre sous-indicateurs relatifs aux moyens d'existence dans leur globalité, à la croissance des revenus, à l'emploi et à la volonté d'acquiescer des biens durables, variant sur une échelle de 1 à 100. Les zones ombrées représentent les périodes pendant lesquelles des mesures de confinement ont été appliquées (le bleu correspondant aux états d'urgence et le gris aux mesures préventives prioritaires).

2. L'indice des prix sous-jacent correspond à l'indice des prix à la consommation (IPC) global hors énergie et produits alimentaires frais. La moyenne tronquée est calculée par exclusion des déciles supérieur et inférieur de la distribution des variations de prix (que l'on mesure en tenant compte de la pondération de chaque composante de l'IPC).

Source : Bureau du Cabinet (CAO, *Cabinet Office*) ; ministère japonais des Affaires intérieures et des Communications ; et Banque du Japon.

Japon : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants trillions de YEN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Japon						
PIB aux prix du marché	556.3	-0.2	-4.5	1.7	1.7	1.8
Consommation privée	304.9	-0.5	-5.2	1.3	2.6	2.2
Consommation publique	108.9	1.9	2.3	2.1	1.7	-1.6
Formation brute de capital fixe	140.3	1.0	-4.6	-1.6	-0.2	3.6
Demande intérieure finale	554.1	0.3	-3.6	0.7	1.7	1.7
Variation des stocks ¹	2.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.2	0.0
Demande intérieure totale	556.2	0.2	-3.7	0.6	1.9	1.7
Exportations de biens et services	101.9	-1.5	-11.7	11.8	1.9	3.2
Importations de biens et services	101.8	1.0	-6.9	5.1	3.0	2.6
Exportations nettes ¹	0.1	-0.4	-0.8	1.0	-0.2	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.6	0.9	-0.9	0.4	1.7
Indice des prix à la consommation ²	—	0.5	0.0	-0.2	1.9	1.9
IPC sous-jacent ³	—	0.4	0.1	-0.7	-0.1	1.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	2.4	2.8	2.8	2.6	2.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.2	12.1	8.5	6.5	3.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.0	-9.0	-5.7	-6.9	-4.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	223.5	240.9	240.5	244.7	244.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.4	2.9	2.8	1.5	1.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

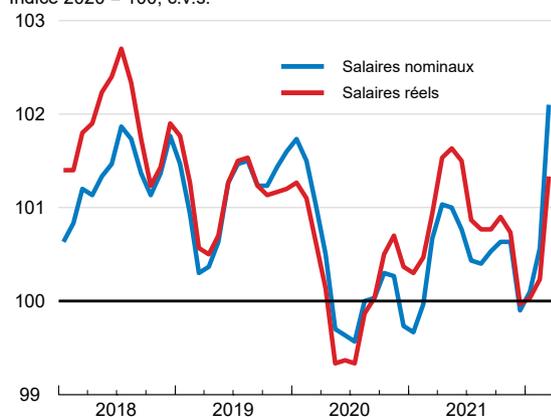
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/03bgta>

Japon 2

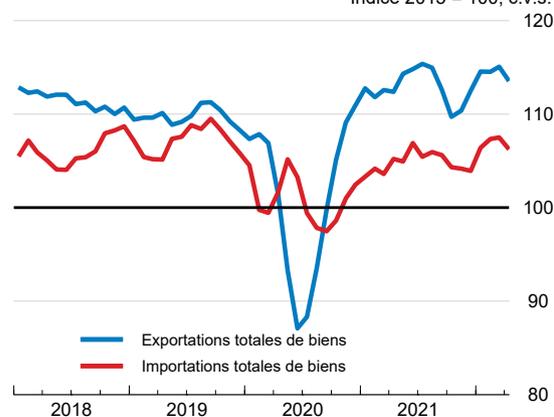
Les salaires retrouvent leur niveau d'avant la pandémie¹

Indice 2020 = 100, c.v.s.²



Le commerce extérieur a rebondi

Indice 2015 = 100, c.v.s.²



1. Les salaires nominaux correspondent aux gains en espèces totaux par salarié. Les salaires réels sont les salaires nominaux corrigés par l'indice des prix à la consommation hors loyers imputés.

2. Moyenne mobile sur trois mois.

Source : Ministère japonais de la Santé, du Travail et de la Protection sociale ; et Banque du Japon.

StatLink  <https://stat.link/3k4rg8>

conflit en Ukraine et les confinements en Chine ont eu des répercussions sur le commerce et les prix. L'inflation globale a augmenté essentiellement en raison du niveau élevé des prix de l'énergie. En outre, des hausses de prix ont été annoncées pour les services d'utilité publique comme la distribution d'eau et d'électricité, ainsi que pour certains produits alimentaires. La récente dépréciation du yen accentue les tensions inflationnistes. L'inflation sous-jacente était restée très faible en raison de l'impact de la baisse des tarifs de la téléphonie mobile en mars 2021 (1.5 point de pourcentage en cumulé). Toutefois, elle devrait s'accélérer à mesure que l'impact de ces baisses tarifaires s'estompe.

L'effet direct de la guerre en Ukraine sur l'économie japonaise est limité à court terme, mais le préjudice économique pourrait être plus grave à long terme. La Russie ne représente que 1.8 % des importations de biens du Japon, et 1 % de ses exportations. Sa dépendance à l'égard de la Russie est modeste pour ses importations de combustibles fossiles (de 11 %, 9 % et 4 % respectivement pour le charbon, le gaz naturel et le pétrole en 2021). Le gouvernement japonais va peu à peu la réduire et vise, *in fine*, à arrêter d'importer du charbon russe. Le Japon importe également quelques métaux non ferreux depuis la Russie, parmi lesquels le palladium, qui est utilisé dans les convertisseurs catalytiques des véhicules. Si les difficultés rencontrées dans le commerce de ces métaux peuvent être surmontées à court terme grâce à l'utilisation des stocks ou à des mesures de recyclage, le Japon devra trouver à plus long terme d'autres fournisseurs ou des ressources de substitution pour l'énergie et les matières premières dont elle a besoin.

Les politiques budgétaire et monétaire continuent de soutenir l'activité

Le gouvernement japonais a réagi à la fois au choc sanitaire et à la flambée des prix de l'énergie. Le 25 mars, il a décidé de consacrer 0.3 % de son PIB de 2021 à l'acquisition de vaccins contre le COVID-19, de traitements médicamenteux et d'outils de dépistage, et au versement d'une prestation spéciale en espèces aux ménages à bas revenu. Pour remédier au niveau élevé des prix de l'énergie, le gouvernement a mis en place, en janvier, une nouvelle subvention destinée au secteur de la distribution en gros de combustibles afin de modérer l'augmentation de leurs prix. Outre l'augmentation de cette subvention en mars, les autorités ont annoncé le 26 avril un nouveau train de mesures face à l'envolée des prix, dont l'ampleur totale (y compris les dépenses du secteur privé) sera de l'ordre de 2.4 % du PIB. Parallèlement, le ratio dette publique/PIB continue de monter à des niveaux sans précédent.

La politique monétaire est restée expansionniste, grâce au dispositif de contrôle de la courbe des rendements qui maintient les rendements des obligations d'État japonaises à 10 ans aux alentours de zéro, dans une fourchette de plus ou moins 0.25 point de pourcentage, sans limitation des achats d'obligations. La Banque du Japon a prolongé la durée de ses mesures actuelles de soutien du crédit bancaire au secteur privé, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. L'orientation de sa politique monétaire devrait rester accommodante pendant la période considérée, comme elle le fait savoir depuis longtemps, et cela jusqu'à ce que l'inflation atteigne durablement son objectif de 2 %.

La reprise économique sera atone et les risques s'accroissent

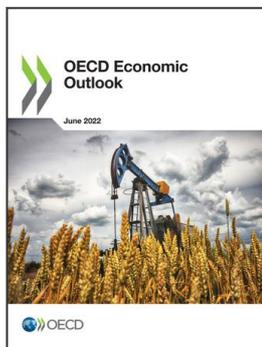
Les prix du pétrole vont augmenter en 2022 et début 2023 en raison de l'embargo des pays de l'UE sur le pétrole russe, mais les subventions des carburants continueront d'amortir l'impact des hausses de prix auxquelles sont confrontés les consommateurs de sorte que l'inflation devrait s'établir aux environs de 2 %. Les subventions devraient être reconduites au-delà de leur date d'expiration actuelle fin septembre. La consommation privée rebondira après la levée des mesures de confinement, mais elle sera ralentie par une inflation supérieure. L'atonie de la demande extérieure, notamment celle des grands partenaires commerciaux, et le niveau élevé des prix à l'importation pèseront sur les échanges à court terme, mais tant les exportations que les importations augmenteront parallèlement à la stabilisation des prix de l'énergie et au redressement de la demande intérieure et extérieure. L'investissement accompagnera le redressement des exportations et de la production, étayé par les aides publiques, en

particulier celles axées sur les transitions écologique et numérique. L'amélioration de la situation du marché du travail se poursuivra, mais la croissance globale des salaires restera faible, les embauches de main-d'œuvre plus faiblement rémunérée augmentant et les marges bénéficiaires des entreprises étant comprimées par le niveau élevé des prix de l'énergie et d'autres matières premières.

Une guerre prolongée en Ukraine et des prix à l'importation plus élevés que prévu constituent des risques à la baisse. Des perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à de nouveaux chocs liés au COVID-19 ou à une instabilité géopolitique pourraient peser sur le commerce, la production et l'investissement. Un resserrement continu de la politique monétaire dans d'autres pays pourrait accélérer la dépréciation du yen. Celle-ci ferait monter les prix à l'importation et l'inflation, mais renforcerait également les exportations de biens et de services du Japon, y compris dans le tourisme pour autant que la situation sanitaire le permette. La répercussion des hausses de coûts sur les prix à la consommation est actuellement plus marquée qu'avant, ce qui pourrait contribuer à favoriser une accélération des salaires et des prix en agissant sur un état d'esprit marqué depuis longtemps par la déflation.

De nouvelles réformes devraient être mises en œuvre pour assurer une croissance durable et résiliente

Bien que le gouvernement japonais ait réagi avec vigueur aux chocs récents, les politiques publiques actuelles ne sont pas suffisantes pour remédier aux difficultés de nature mondiale et structurelle auxquelles se heurte le Japon. De ce point de vue, la normalisation et la reprise des activités économiques interrompues, y compris du tourisme, sont de nouveau possibles compte tenu de l'amélioration de la prévention et du traitement des infections par le COVID-19 et ne doivent pas être différées plus longtemps. Une réduction des obstacles aux entrées d'investissement direct étranger pourrait non seulement soutenir l'investissement, mais aussi rehausser la productivité. Pour éviter des séquelles et compenser les effets du vieillissement démographique, il sera essentiel de poursuivre la réforme des modalités du travail et de renforcer l'enseignement et la formation professionnels. L'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'aide axés sur les compétences et la formation serait utile à cet égard. En outre, il faudrait soutenir davantage les transformations numérique et écologique pour améliorer la productivité, la résilience et la durabilité. Les priorités actuelles consistent à sécuriser et redéployer les ressources dans les domaines de l'emploi, des chaînes d'approvisionnement mondiales et de l'énergie. Si des risques à la baisse se concrétisaient, de nouvelles mesures budgétaires devraient être prises, mais elles devraient être plus ciblées et intégrer les questions d'inclusivité et de durabilité. Parallèlement à la montée en régime de la croissance économique, les autorités devraient reprendre leurs efforts d'assainissement budgétaire, tant sur le plan des dépenses que des recettes, notamment en réformant la sécurité sociale et le système fiscal, afin d'assurer la viabilité des finances publiques à long terme malgré une situation démographique défavorable.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/31dccd8a-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.